

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2024, Vol. 9, N°2

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIVERSITÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION
DE POZNAŃ

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, Professeur (R.I.P.) †
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRAŃKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, Professeur (R.I.P.) †
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Carlos QUENAN, France
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright 2024 by the Authors

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr>



ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

Démocratie et croissance économique : Une analyse comparative entre pays francophones et anglophones d'Afrique subsaharienne

Democracy and economic growth: A comparative analysis between Francophone and Anglophone countries in sub-Saharan Africa

Dramane ABDOULAYE¹

Université de Parakou, Bénin

Département Économie, Laboratoire de Recherche en Économie et Gestion (LAREG)

abdramanefr1@yahoo.fr

<https://orcid.org/0000-0003-1755-0941>

Abstract

Purpose: This article aims to identify the transmission channels of the effects of democracy on economic growth through a comparative analysis between 18 Francophone countries and 18 Anglophone countries in sub-Saharan Africa.

Design/methodology/approach: The approach adopted consisted of establishing a system of simultaneous equations estimated by the triple least squares technique using panel data over the period 2000–2017.

Findings: The results show that, on the one hand, democracy has a positive effect on economic growth through the public spending channel and a negative effect on growth through the corruption channel in African Francophone countries. On the other hand, the findings reveal that democracy positively influences economic growth through the public spending channel and that of investment in African Anglophone countries. Moreover, the findings support the idea that African Anglophone countries experience more economic progress, unlike African Francophone countries, thanks to the proper functioning of their democratic system.

Originality/value: The originality lies in the analysis of the mixed effect of democracy on economic growth by differentiating between groups of Francophone and Anglophone countries in sub-Saharan Africa.

Keywords: democracy, economic growth, Francophone, Anglophone.

¹ 03 BP : 88, Parakou, Bénin.

Résumé

Objectif : L'objectif de cet article est d'identifier les canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance économique à travers une analyse comparative entre 18 pays francophones et 18 pays anglophones d'Afrique subsaharienne.

Conception/méthodologie/approche : L'approche adoptée à consister à établir un système d'équations simultanées estimé par la technique des triples moindres carrés en utilisant des données de panel sur la période 2000–2017.

Résultats : Les résultats montrent que d'un côté, la démocratie exerce un effet positif sur la croissance économique à travers le canal des dépenses publiques et un effet négatif sur la croissance à travers le canal de la corruption dans les pays francophones. De l'autre côté, les résultats révèlent que la démocratie influence positivement la croissance économique à travers le canal des dépenses publiques et celui des investissements dans les pays anglophones. Par ailleurs, l'analyse conforte l'idée selon laquelle les pays anglophones connaissent plus de progrès économique contrairement aux pays francophones grâce au fonctionnement de leur système démocratique.

Originalité/valeur : L'originalité réside dans l'analyse de l'effet mitigé de la démocratie sur la croissance économique en faisant la différence entre les groupes de pays francophones et anglophones d'Afrique subsaharienne. L'article a permis de suggérer des actions en termes de renforcement des institutions pour un meilleur fonctionnement de la démocratie dans les pays africains francophones comme anglophones.

Mots-clés : démocratie, croissance économique, francophone, anglophone.

JEL classification : C33, F43, O11, O43.

Introduction

Les différentes performances des pays en matière de croissance et de développement ont depuis toujours constitué une préoccupation majeure des économistes. Dans son travail précurseur sur la croissance, Solow (1956), en supposant des rendements décroissants des facteurs de production, des rendements d'échelle constants et une utilisation efficace des facteurs de production, montre, d'une part, que la croissance du capital entraîne une augmentation de la croissance économique. D'autre part, les pays pauvres finissent par avoir un taux de croissance plus élevé que les pays riches. Enfin, à long terme, la croissance vient de l'évolution de la population active et du progrès technique. Ces deux paramètres sont néanmoins considérés comme exogènes au modèle. Les modèles de croissance exogène et principalement le modèle de Solow présentent la limite d'avoir expliqué la croissance par le progrès technique sans chercher à connaître l'origine de ce progrès. La théorie de la croissance endogène a ensuite été développée pour rendre compte des critiques des approches fondées sur l'accumulation du capital. Le premier modèle de croissance endogène est celui de Romer (1986). Ce modèle considère que certains types d'investissements pro-

duisent des effets externes, et ces externalités compensent des rendements d'échelle décroissants. Les investissements sujets aux externalités comprennent le capital humain (Lucas, 1988), les dépenses d'infrastructures publiques (Barro, 1990) et les institutions (North, 1990, 2016). Concernant ce dernier facteur, une abondante littérature souligne l'importance centrale de l'environnement institutionnel dans la croissance. En effet, depuis les travaux de la nouvelle économie institutionnelle qui ont développé des outils néoclassiques pour analyser le rôle des institutions dans l'activité économique, de nombreux auteurs s'accordent à mettre en évidence le rôle des institutions dans la promotion de la croissance économique (Acemoglu, Johnson et al., 2002 ; Acemoglu, Naidu et al., 2019 ; Alesina et al., 1996 ; Barro & Lee, 1993 ; Easterly & Levine 2003 ; North, 1990). L'impact particulier des institutions politiques sur la croissance économique est conforme à une littérature relativement nouvelle connue sous le nom de nouvelle économie politique (North, 1990). Acemoglu et Robinson (2006) définissent un système politique démocratique comme une forme de gouvernement caractérisée par la libre participation des citoyens à la vie politique, par des élections libres et équitables et par une responsabilité des politiciens envers les électeurs. Il existe une abondante littérature en science politique qui étudie, mais ne parvient pas à une conclusion précise sur les liens empiriques entre la démocratie et la croissance économique, résumée en partie dans les travaux de Przeworski et Limongi (1993) et ceux de Doucouliagos et Ulubasoglu (2008). Les analyses de Helliwell (1994), Barro (1996, 1997, 1999) et Tavares et Wacziarg (2001), Madsen et al. (2015), Rachdi et Saidi (2015) ont produit des résultats négatifs alors que des travaux plus récents, dont Rodrik et Wacziarg (2005), Persson et Tabellini (2006), Papaioannou et Siourounis (2008) et Bates et al. (2012), Gründler et Krieger (2016), Acemoglu, Naidu et al. (2019) estiment les effets positifs à l'aide de techniques de données de panel. Quant à Murtin et Wacziarg (2014), Burkhart et Lewis-Beck (1994), et Giavazzi et Tabellini (2005), ils trouvent que la démocratie n'exerce pas d'effets significatifs sur la croissance économique. Ces différents résultats montrent qu'il n'existe pas de résultats consensuels sur l'effet de la démocratie sur la croissance économique. Il est donc nécessaire et utile de mener des études empiriques spécifiques sur des échantillons de pays afin de déterminer la nature de la relation entre démocratie et croissance économique. Ainsi, ce papier vise à identifier les canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance économique à travers une analyse comparative entre les pays francophones et les pays anglophones d'Afrique subsaharienne. Il est important de mener une telle étude pour plusieurs raisons. En effet, c'est au début des années 90 que de nombreux États africains à la faveur du vent de l'Est, s'engagent dans un processus de démocratisation politique, au moment même où leur développement semble bloqué par une crise économique et financière particulièrement aigue.

Aujourd'hui, plus de trois décennies après l'adoption de ce système politique dans les pays francophones et anglophones d'Afrique, on constate de grandes

divergences dans les trajectoires de développement économique et institutionnel de ces différents pays. En effet, selon l'indice de démocratie polity 2 de Polity5 Project (2020), la valeur moyenne de l'indice de démocratie pour les pays anglophones est de 3,79 sur la période 2000–2017. Quant à la croissance économique, les statistiques de WDI (2020) montrent que sa valeur moyenne est de 5,17% sur la période 2000–2017. Dans les pays francophones, les statistiques montrent que la valeur moyenne de l'indice de démocratie est de 1,79 et la valeur moyenne de la croissance économique est de 3,85% sur la même période 2000–2017. On peut remarquer à travers ces statistiques que les pays anglophones ont enregistré en moyenne un indice de démocratie plus élevé que celui des pays francophones. Ce qui pourrait signifier que la démocratie fonctionne mieux dans les pays anglophones que dans les pays francophones. Par ailleurs, concernant les performances économiques, les statistiques montrent que le taux de croissance économique dans les pays anglophones (5,17%) est plus élevé en moyenne que celui réalisé dans les pays francophones (3,85%). Ce constat pourrait-il permettre d'affirmer que les pays anglophones d'Afrique réalisent plus de progrès économique que les pays francophones d'Afrique ? La réponse à cette question ne paraît pas triviale, et cela met en exergue l'importance de cette recherche. La présente étude contribue à la littérature existante de trois manières principales. La première contribution réside dans son originalité par le fait que contrairement aux études antérieures sur la relation entre démocratie et croissance économique, la présente recherche se focalise spécifiquement sur deux groupes de pays d'Afrique qui semblent avoir des trajectoires de développement différents. L'analyse permet d'avoir une large compréhension de la relation entre la démocratie et la croissance économique pour le cas particulier des pays francophones et anglophones d'Afrique subsaharienne. La seconde contribution est d'ordre méthodologique, contrairement aux autres études qui ont étudié la relation de manière linéaire (Barro, 1996 ; Rachdi & Saidi, 2015), cette recherche approfondit l'analyse à l'aide d'un modèle de système d'équations simultanées en déterminant les canaux par lesquels la démocratie pourrait exercer ses effets sur la croissance économique dans les deux groupes de pays. L'avantage de notre approche est qu'elle permet non seulement d'étudier l'effet de la démocratie sur la croissance, mais aussi d'appréhender les principaux canaux à travers lesquels la démocratie influence la croissance économique. L'approche par un modèle à équations simultanées permet aussi de tenir compte d'une importante critique des études antérieures sur la démocratie et la croissance qui mettent uniquement l'accent sur la relation entre les deux phénomènes sans expliciter les mécanismes par lesquels ils interagissent. Enfin, la troisième contribution est d'ordre opérationnel en ce sens qu'elle fournit des éléments empiriques de compréhension sur la relation entre la démocratie et la croissance économique dans les pays francophones et anglophones d'Afrique. En outre, cette recherche est importante car à notre connaissance, elle constitue l'une des premières sur cette thématique en utilisant

l'approche d'analyse comparative, ce qui n'avait pas été fait auparavant entre pays francophones et anglophones d'Afrique subsaharienne.

Le présent article est organisé de la façon suivante : dans la Section 1, nous présentons une revue de littérature sur le lien entre démocratie et croissance économique. Dans la Section 2, nous présentons la méthodologie. La Section 3 est consacrée à l'analyse des résultats et la dernière section présente la conclusion et les recommandations de politiques économiques.

1. Revue de littérature

Nous passons en revue les approches théoriques et empiriques sur les liens entre la démocratie et la croissance économique.

1.1. Fondement théorique sur le lien entre démocratie et croissance économique

Deux grandes approches théoriques peuvent être identifiées sur l'analyse du lien entre démocratie et croissance. La première approche considère que la démocratie est un vecteur de croissance alors que la seconde approche postule que la démocratie est un frein à la croissance.

La principale théorie développée par les partisans de la première approche est celle qu'il est convenu d'appeler sous le terme anglais *the development-democracy hypothesis*. La thèse de « développement-démocratie » élaborée par Lipset (1959, 1981) Cutright (1963) et Rustow (1970), soutient qu'il y a une corrélation positive entre le développement économique et les institutions démocratiques. Selon cette théorie, un pays économiquement développé a de grandes chances d'amorcer son processus démocratique de manière durable.

À l'opposé, les partisans de la seconde approche soutiennent que la démocratie est un frein à la croissance économique. En d'autres termes, la démocratie et la croissance sont considérées ici comme incompatibles. La thèse de l'incompatibilité « démocratie-croissance » est attribuée Huntington (1968, 1984).

1.2. Les analyses empiriques sur le lien entre démocratie et croissance économique

Les analyses empiriques sur le lien entre démocratie et croissance économique peuvent être classées en deux catégories. D'un côté, les auteurs qui trouvent un effet négatif de la démocratie sur la croissance et de l'autre côté, les auteurs qui soutiennent que la démocratie influence positivement la croissance.

1.2.1. Les analyses empiriques de l'impact négatif de la démocratie sur la croissance économique

Weede (1983) trouve un faible effet négatif de la démocratie sur la croissance. Par ailleurs, l'auteur montre que cet effet n'est pas significatif dès qu'on utilise un échantillon de plus de 70 pays en développement. Des effets négatifs assez forts de la démocratie sur la croissance sont manifestes pour les pays dont les recettes publiques en pourcentage du PIB excèdent 20%. Azam (1994) élabore un modèle théorique pour étudier la relation entre la démocratie, le bien-être matériel et le développement. Le modèle relie le niveau optimal de la démocratie au niveau de développement. Selon les résultats du modèle, la croissance est une fonction décroissante du niveau de la démocratie. Collier et Hoeffler (2009) cherchent à savoir si l'impact de la démocratie sur les performances économiques a une caractéristique spécifique dans les pays riches en ressources naturelles. Les résultats révèlent que dans les pays en développement la combinaison entre les rentes élevées sur les ressources naturelles et les systèmes démocratiques ouverts est défavorable à la croissance. Narayan et al. (2011), Aisen et Veiga (2013) montrent que la démocratie exerce un effet négatif sur la croissance économique. Rachdi et Saidi (2015) trouvent que la démocratie a un impact négatif et robuste sur la croissance économique dans les pays du Moyen Orient et Nord-Africain.

1.2.2. Les analyses empiriques de l'impact positif de la démocratie sur la croissance économique

Pourgerami (1988) trouve une corrélation et une causalité positives entre d'une part le développement et la démocratie et d'autre part, entre la démocratie et la croissance. L'auteur trouve que la démocratie agit positivement sur la croissance aussi bien directement qu'indirectement à travers le travail et le bien-être. Barro (1989), Grier et Tullock (1989) et Dasgupta (1990) trouvent un effet positif de la démocratie sur la croissance. Barro (1996) montre que les libertés économiques favorisent la croissance en situation de faible niveau de démocratie. Helliwell (1994) trouve un effet partiel négatif et non significatif de la démocratie sur la croissance. Toutefois, cet effet négatif est contrebalancé par l'impact indirect positif que la démocratie exerce sur la croissance à travers l'éducation et l'investissement. Tavares et Wacziarg (2001) montrent que la démocratie favorise la croissance via ses effets positifs sur l'accumulation de capital humain et sur la réduction des égalités de revenu. Mais d'un autre côté, elle exerce des effets défavorables en réduisant le taux d'accumulation du capital physique et en causant l'accroissement des dépenses publiques. Ekomié et Kobou (2003) montrent que les pays qui ont réalisé des progrès en matière de démocratie ont enregistré un taux de croissance du PIB par tête plus important que les autres. Les auteurs concluent qu'il existe un lien entre démocratie et croissance en Afrique et suggèrent que les pays africains accordent

une importance relativement grande aux motivations économiques afin d'atteindre un niveau de démocratie susceptible de favoriser la croissance économique. Martin et Plümper (2003) trouvent qu'il existe une relation non linéaire en U renversé entre le niveau de la démocratie et la croissance du revenu par tête. Papaioannou et Siourounis (2008) montrent qu'en moyenne une année de démocratisation augmente le taux de croissance par tête de 1%. Dans cette même perspective, Doucouliagos et Ulubasoglu (2008) montrent que la démocratie n'a pas d'impact direct sur la croissance économique, mais des effets indirects positifs grâce à un capital humain plus élevé, une inflation plus faible, une instabilité politique plus faible et des niveaux de liberté économique plus élevés. Mijiyawa (2010) met en exergue qu'une amélioration de la qualité des institutions démocratiques, des institutions de droits de propriété, et particulièrement des institutions de régulation est favorable à la soutenabilité de la croissance économique dans les pays en développement. Gründler et Krieger (2016) analysent les canaux de transmission de la démocratie sur la croissance économique et découvrent que la démocratie exerce son influence sur la croissance à travers l'éducation des populations, l'accroissement de l'investissement et la réduction de la fécondité et du niveau de redistribution. Dans une approche similaire, Sohail et al. (2016) montrent que la démocratie influence indirectement la croissance économique à travers divers canaux à savoir, le capital humain, le capital physique, la réduction du niveau de corruption, les innovations technologiques, l'investissement, l'éducation et la gouvernance. Acemoglu et al. (2019) démontrent que la démocratie a un effet positif significatif et robuste sur le PIB par tête. Par ailleurs, les auteurs identifient les canaux par lesquels la démocratie agit sur la croissance économique et trouvent que la démocratie augmente le PIB en encourageant l'investissement et l'ouverture commerciale, en augmentant la scolarisation, en induisant des réformes économiques, en améliorant les recettes fiscales et la fourniture de biens publics et en réduisant les troubles sociaux et la mortalité infantile. Ces résultats suggèrent que la démocratie influence la croissance économique à travers plusieurs canaux. Bien que la stratégie adoptée par les auteurs ne permette pas d'établir de manière concluante que ce sont les mécanismes les plus importants, car ils peuvent être eux-mêmes des résultats de la croissance économique, mais le fait que ces variables augmentent suite à une démocratisation suggère que ce sont des candidats de choix pour les canaux par lesquels la démocratie pourrait engendrer la croissance. Ghardallou et Sridi (2020) analysent la littérature théorique existante qui souligne les effets d'un système politique démocratique sur la croissance économique avec un bref aperçu de certains modèles connexes. Les auteurs examinent quatre canaux par lesquels la démocratie pourrait affecter la croissance et le développement à savoir, la protection des droits de propriété, la stabilité politique, l'accumulation du capital humain et l'innovation technologique.

Au terme de cette revue de la littérature, un constat majeur mérite d'être fait. Très peu d'études sont consacrées spécifiquement aux pays d'Afrique subsaharienne en

ce qui concerne l'analyse du lien entre démocratie et croissance économique. Par ailleurs les rares études qui existent sont vieillissantes. Cette étude se propose donc de combler cette lacune en menant spécifiquement une analyse comparative sur les canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance économique entre les pays francophones et anglophones d'Afrique subsaharienne.

2. Méthodologie

2.1. Spécification du modèle

Pour mieux cerner les canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance économique, nous utilisons un système d'équations simultanées. L'avantage de cette méthode est qu'elle permet non seulement d'étudier l'effet de la démocratie sur la croissance, mais aussi d'appréhender les principaux canaux à travers lesquels la démocratie influence la croissance économique. L'approche par un modèle à équations simultanées permet aussi de tenir compte d'une importante critique des études sur le lien entre démocratie et croissance qui mettent uniquement l'accent sur la relation entre les deux phénomènes sans expliciter les mécanismes par lesquels ils interagissent.

Notre modèle empirique comporte cinq principales équations qu'il convient de présenter.

a) L'équation de la croissance

En nous inspirant du modèle de Barro (1996), Tavarez et Wacziarg (2001), de Martinez-Vazquez et al. (2005) et de Acemoglu, Naidu et al. (2019), nous utilisons la forme fonctionnelle suivante :

$$Y_{it} = f(Democ_{it}, Gov_{it}, Invest_{it}, Corrup_{it}, Pop_{it}, Com_{it}, Fiscal_{it}, IDE_{it}) \quad (1)$$

où Y_{it} , $Democ_{it}$, Gov_{it} , $Invest_{it}$, $Corrup_{it}$, Pop_{it} , $Trade_{it}$, $Taxrev_{it}$, FDI_{it} désignent respectivement le taux de croissance du PIB réel, l'indicateur de démocratie, les dépenses de consommation finale des administrations publiques (% du PIB), l'investissement à savoir la formation brute de capital en dollars courant, l'indice de corruption, le taux de croissance démographique, l'ouverture commerciale, les recettes fiscales et l'investissement direct étranger. i , t , représentent respectivement les pays et les périodes.

b) L'équation de la démocratie

A la suite de Barro (1996, 1999), nous retenons la spécification suivante :

$$Democ_{it} = f(Y_{it}, Gov_{it}, Corrup_{it}, Pop_{it}, Com_{it}, Aide_{it}) \quad (2)$$

où $Democ_{it}$, Y_{it} , Gov_{it} , $Corrup_{it}$, Pop_{it} , Com_{it} , $Aide_{it}$ représentent respectivement l'indicateur de la démocratie, le taux de croissance du PIB réel, les dépenses publiques, l'indice de corruption, le taux de croissance de la population, l'ouverture commerciale et l'aide publique au développement.

c) L'équation des dépenses publiques

La spécification de l'équation représentative des dépenses publiques repose en partie sur les travaux de Khan et Kumar (1997), Gupta et al. (2005) et Nguyen et al. (2003). Nous adaptons le modèle utilisé par ces auteurs afin de tenir compte des spécificités des pays africains.

Ainsi l'équation des dépenses publiques s'établit comme suit :

$$Gov_{it} = f(Democ_{it}, Y_{it}, Aide_{it}, Servid_{it}) \quad (3)$$

où Gov_{it} , $Democ_{it}$, Y_{it} , $Aide_{it}$, $Servid_{it}$ désignent respectivement les dépenses publiques, l'indicateur de démocratie, le taux de croissance du PIB réel, l'aide publique au développement et le service de la dette extérieure.

d) L'équation des investissements

Pour spécifier l'équation des investissements, nous empruntons une large part des variables du modèle à Mlambo et Oshikoya (2001) qui ont montré qu'au niveau macroéconomique, le revenu national, les politiques fiscale et monétaire, la politique du taux de change et la stabilité macroéconomique sont les principaux déterminants de l'investissement dans les pays africains. Mais, un grand nombre d'écrits s'attardent aujourd'hui sur les causes institutionnelles et politiques du retard de l'Afrique (Barro & Lee, 1993, 1994 ; Alesina et al., 1996 ; Easterly & Levine, 1997, 2003 ; Sachs & Warner, 1997).

Ainsi dans le cadre de la présente recherche, nous utilisons une variable institutionnelle à savoir le niveau de démocratie qui influence de nos jours les investissements dans les pays africains.

Notre équation des investissements se présente donc ainsi :

$$Invest_{it} = f(Democ_{it}, Y_{it}, Servid_{it}, Inflation_{it}, Epargne_{it}) \quad (4)$$

où $Invest_{it}$, $Democ_{it}$, Y_{it} , $Servid_{it}$, $Inflation_{it}$, $Epargne_{it}$ désignent respectivement l'investissement, l'indicateur du niveau de démocratie, le taux de croissance du PIB réel, le service de la dette extérieure, le taux d'inflation et l'épargne intérieure.

e) L'équation de la corruption

À la suite de Mauro (1995), Delavallade et De La Croix (2011), nous utilisons le modèle suivant :

$$Corrup_{it} = f(Democ_{it}, Gov_{it}, Y_{it}, Rulaw_{it}, Re gqua_{it}, Goveff_{it}) \quad (5)$$

avec : $Corrup_{it}$, $Democ_{it}$, Gov_{it} , Y_{it} , $Rulaw_{it}$, $Re gqua_{it}$, $Goveff_{it}$ représentant respectivement l'indice de corruption, l'indicateur de démocratie, les dépenses publiques, le taux de croissance du PIB réel, état de droit, qualité de la réglementation et efficacité du gouvernement.

En définitive, le système d'équations simultanées se présente comme suit :

$$\left. \begin{array}{l} Y_{it} = f(Democ_{it}, Gov_{it}, Invest_{it}, Corrup_{it}, Pop_{it}, Com_{it}, Fiscal_{it}, IDE_{it}) \quad (1) \\ Democ_{it} = f(Y_{it}, Gov_{it}, Corrup_{it}, Pop_{it}, Com_{it}, Aide_{it}) \quad (2) \\ Gov_{it} = f(Democ_{it}, Y_{it}, Aide_{it}, Servid_{it}) \quad (3) \\ Invest_{it} = f(Democ_{it}, Y_{it}, Servid_{it}, Inflation_{it}, Epargne_{it}) \quad (4) \\ Corrup_{it} = f(Democ_{it}, Y_{it}, Gov_{it}, Rulaw_{it}, Re gqua_{it}, Goveff_{it}) \quad (5) \end{array} \right\} (6)$$

Les variables sont celles définies dans chaque équation développée auparavant.

2.2. Méthodes d'estimation

Avant d'estimer notre modèle matérialisé par le système d'équations simultanées (6) il urge d'analyser les statistiques descriptives et d'effectuer le test de stationnarité sur les différentes variables du modèle. Ainsi le test d'Im, Pesaran et Shin (2003) est mis à contribution pour l'étude de la stationnarité des variables. Après l'étude de la stationnarité des variables, le modèle de l'équation (6) sera estimé par la méthode des triples moindres carrés.

En effet, la méthode des triples moindres carrés permet de prendre en compte les problèmes d'endogénéité. Greene (2005) montre que parmi tous les estimateurs de variables instrumentales, l'estimateur des triples moindres carrés est asymptotiquement efficace. L'estimateur des triples moindres carrés est généralement utilisé pour les estimations des systèmes d'équations simultanées pour sa pertinence. La principale raison qui nous amène au choix de la méthode des triples moindres carrés pour l'estimation de notre modèle est que par rapport à l'endogénéité, cette méthode nous permet d'utiliser toute l'information disponible sur les variables et d'avoir des estimateurs efficaces.

2.3. Données et sources

Les données sur les variables économiques proviennent de diverses sources notamment le World Development Indicators (2020), Worldwide Governance Indicators (2020), Transparency International (2021) et la base Polity5 Project (2020). Notre recherche porte sur 18 pays francophones d'Afrique et 18 pays anglophones d'Afrique dont la liste figure dans les tableaux A1 et A2 en annexe. Compte tenu de

la disponibilité des statistiques pour chacun des pays de l'échantillon, la période couverte va de 2000 à 2017.

3. Les résultats empiriques

3.1. Les statistiques descriptives et les tests de stationnarité

Les statistiques descriptives des variables utilisées dans l'étude sont présentées dans les tableaux 1 et 2 et les résultats des tests de stationnarité sont présentés dans les tableaux 3 et 4.

Tableau 1. Statistiques descriptives sur les variables dans les pays francophones

Variabes	Moyenne	Écart type	Minimum	Maximum	Observations
Démocratie	1,799383	4,367045	-6	9	324
Croissance économique	3,858697	4,472356	-36,69995	33,62937	324
Dépenses publiques	13,90039	5,070145	2,05759	31,57298	324
Investissement	2,07e+09	1,91e+09	2,42e+07	8,41e+09	324
Corruption ²	2,639815	0,5847293	1,6	4,4	324
Population	2,776194	0,5726813	0,2054935	3,843262	324
Ouverture commerciale	70,17719	27,11032	20,96405	165,6459	324
Recettes fiscales	13,20101	5,6555	0	31,6	324
IDE	3,956934	6,178794	-4,852284	50,01802	324
Aide extérieure	5,92e+08	6,63e+08	-1,09e+07	5,53e+09	324
Service de la dette	2,151921	2,067757	0,0529651	19,72589	324
Inflation	7,809282	35,1877	-8,97474	513,9069	324
Épargne domestique	13,54073	16,75605	-40,81475	64,92741	324
État de droit	-0,9140482	0,447904	-1,94745	0,0382851	324
Qualité de la réglementation	-0,7851482	0,4127685	-2,110226	0,3058709	324
Efficacité du gouvernement	-1,004659	0,427286	-1,960637	0,0206843	324

Source : estimations de l'auteur basées sur les données de World Development Indicators (2020), Polity5 Project (2020), Worldwide Governance Indicators (2020) and Transparency International (2021).

Le tableau 1 récapitulatif fait ressortir des écarts dans les valeurs de certaines variables. Les chiffres font état d'une différence de l'ordre de 4,36 ; 4,47 ; 5,07 ;

² La variable corruption a été transformée selon la formule : $\hat{X} = X_{\max} - X$. Avec X_{\max} : valeur maximale de l'indice de corruption et X : valeur initiale de l'indice de corruption. Cette nouvelle variable \hat{X} est comprise entre 0 et 10 telle que 0 représente un faible niveau de corruption et 10 représente un niveau élevé de corruption.

0,58 comme valeur de l'écart type respectivement pour les variables démocratie, croissance économique, dépenses publiques et corruption. Cela signifie que les pays francophones présentent des caractéristiques différentes en ce qui concerne le niveau de démocratie et de croissance économique. Les statistiques montrent que la valeur moyenne de l'indice de démocratie pour les pays francophones est de 1,79. La valeur minimum de l'indice de démocratie (-6) a été enregistrée au Congo et en Mauritanie en 2000. La valeur maximale de l'indice de démocratie (9) a été enregistrée au Comores de 2006 à 2017. Quant à la croissance économique, les statistiques montrent que sa valeur moyenne est de 3,85%. Par ailleurs, la valeur minimum de la croissance économique (-36,69%) est enregistrée en Centre Afrique en 2013. La valeur maximale de la croissance économique (33,62%) est enregistrée au Tchad en 2004.

Tableau 2. Statistiques descriptives sur les variables dans les pays anglophones

Variabes	Moyenne	Écart type	Minimum	Maximum	Observations
Démocratie	3,790123	4,488626	-5	10	324
Croissance économique	5,17039	4,706152	-30,14522	28,61593	324
Dépenses publiques	13,92884	8,181106	0	47,19156	324
Investissement	8,93e+09	1,82e+10	0	8,98e+10	324
Corruption	3,515741	1,196343	1	6,5	324
Population	2,384782	0,9573552	-2,628656	5,539102	324
Ouverture commerciale	76,31145	47,67151	0	311,3553	324
Recettes fiscales	16,51473	7,011998	0,9054617	33,64857	324
IDE	7,775159	16,52803	-0,6100591	159,7189	324
Aide extérieure	8,80e+08	1,03e+09	-1,45e+07	1,14e+10	324
Service de la dette	2,882401	6,528339	0	59,67141	324
Inflation	9,330596	6,080925	-2,404639	36,96476	324
Épargne domestique	8,79383	23,096	-141,9739	44,23119	324
État de droit	-0,3384958	0,607567	-2,113683	1,056726	324
Qualité de la réglementation	-0,3076251	0,5569507	-1,879218	1,000709	324
Efficacité du gouvernement	-0,3829909	0,6181949	-1,842823	1,130958	324

Source : estimations de l'auteur basées sur les données de World Development Indicators (2020), Polity5 Project (2020), Worldwide Governance Indicators (2020) and Transparency International (2021).

Le tableau 2 récapitulatif fait ressortir des écarts dans les valeurs de certaines variables. Les chiffres font état d'une différence de l'ordre de 4,48; 4,70 ; 8,18 ; 1,19 comme valeur de l'écart type respectivement pour les variables démocratie, croissance économique, dépenses publiques et corruption. Cela signifie que les pays anglophones présentent des caractéristiques différentes en ce qui concerne le niveau de démocratie et de croissance économique. Les statistiques montrent

que la valeur moyenne de l'indice de démocratie pour les pays anglophones est de 3,79. La valeur minimum de l'indice de démocratie (-5) a été enregistrée en Gambie de 2000 à 2017. La valeur maximale de l'indice de démocratie (10) a été enregistrée à Maurice de 2000 à 2017. Quant à la croissance économique, les statistiques montrent que sa valeur moyenne est de 5,17%. Par ailleurs, la valeur minimum de la croissance économique (-30,14%) est enregistrée au Libéria en 2003. La valeur maximale de la croissance économique (28,61%) est enregistrée au Libéria en 2000.

Nous remarquons à travers ces statistiques descriptives que les pays anglophones ont enregistré en moyenne un indice de démocratie (3,79) plus élevé que celui des pays francophones (1,79). Ce qui pourrait signifier que le processus démocratique fonctionne mieux dans les pays anglophones que dans les pays francophones. Par ailleurs, concernant les performances économiques, les statistiques montrent que le taux de croissance économique dans les pays anglophones (5,17%) est plus élevé en moyenne que celui réalisé dans les pays francophones (3,85%). Ce constat permet d'affirmer que les pays anglophones d'Afrique réalisent plus de progrès économique que les pays francophones d'Afrique.

Tableau 3. Résultats du test IPS de stationnarité pour les pays francophones

Variables	Valeur	<i>p</i> -value	Avec décalage	Avec tendance	Décision
Croissance économique	-2,9156	0,0018	oui	oui	I(0)
Dépenses publiques	-1,9897	0,0233	oui	non	I(0)
Investissement	-3,5136	0,0002	oui	non	I(0)
Corruption	-5,6521	0,0000	non	oui	I(0)
Population	-13,9492	0,0000	oui	oui	I(0)
Ouverture commerciale	-2,7840	0,0027	oui	oui	I(0)
IDE	-2,9750	0,0015	oui	non	I(0)
Aide extérieure	-4,6083	0,0000	oui	non	I(0)
Service de la dette	-3,3533	0,0004	oui	non	I(0)
Inflation	-7,0430	0,0000	oui	oui	I(0)
Épargne domestique	-7,1361	0,0000	non	oui	I(0)
État de droit	-4,2695	0,0000	oui	oui	I(0)
Qualité de la réglementation	-2,6927	0,0035	oui	oui	I(0)
Efficacité du gouvernement	-3,2741	0,0005	oui	oui	I(0)

Source : estimations de l'auteur basées sur les données de World Development Indicators (2020), Polity5 Project (2020), Worldwide Governance Indicators (2020) and Transparency International (2021).

Les résultats du test de stationnarité IPS dans le tableau 3 montrent que toutes nos variables sont stationnaires. Nous réalisons le même test sur les variables dans les pays anglophones et les résultats sont le tableau 4.

Tableau 4. Résultats du test IPS de stationnarité pour les pays anglophones

Variables	Valeur	<i>p</i> -value	Avec décalage	Avec tendance	Décision
Croissance économique	-4,7573	0,0000	oui	oui	I(0)
Dépenses publiques	-2,3818	0,0086	non	oui	I(0)
Investissement	-3,2593	0,0006	oui	non	I(0)
Corruption	-7,9952	0,0000	non	oui	I(0)
Population	-9,5568	0,0000	oui	oui	I(0)
Ouverture commerciale	-2,8790	0,0020	non	oui	I(0)
Recettes fiscales	-2,4929	0,0063	non	oui	I(0)
IDE	-5,6066	0,0000	non	oui	I(0)
Aide extérieure	-2,8668	0,0021	oui	non	I(0)
Service de la dette	-1,8874	0,0296	oui	non	I(0)
Inflation	-3,8964	0,0000	non	oui	I(0)
État de droit	-4,1019	0,0000	oui	oui	I(0)
Qualité de la réglementation	-4,4681	0,0000	oui	oui	I(0)
Efficacité du gouvernement	-3,0532	0,0011	oui	oui	I(0)

Source : estimations de l'auteur basées sur les données de World Development Indicators (2020), Polity5 Project (2020), Worldwide Governance Indicators (2020) and Transparency International (2021).

Les tests de stationnarité IPS dans le tableau 4 révèlent que toutes les variables du modèle sont stationnaires. Après avoir examiné les statistiques descriptives et effectué les tests de stationnarité, nous avons estimé le système d'équations simultanées. L'analyse des différents résultats obtenus est faite dans les sections suivantes.

3.2. Présentation des résultats des estimations

Les estimations du système d'équations simultanées dans les pays francophones et anglophones figurent en annexe (tableau A3 et A4). Nous présentons ici les résultats concernant les canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance économique dans chaque groupe de pays compte tenu de l'objectif de l'étude. Les tableaux 5 et 6 présentent les résultats des différentes estimations des canaux de transmission.

3.3. Analyse et discussion des résultats

Avant toute interprétation il convient de rappeler la démarche méthodologique utilisée. En effet, l'objectif de cette recherche est d'identifier les canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance économique dans les pays francophones et anglophones. En nous basant sur l'hypothèse que cet impact peut ne pas être forcément linéaire, un modèle de système d'équations simultanées a été élaboré.

Tableau 5. Canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance dans les pays francophones

Variables	Effet de la démocratie sur le canal (1)	Effet du canal sur la croissance (2)	Effet de la démocratie sur la croissance via les trois canaux (3) = (1) · (2)	Effet direct de la croissance sur la démocratie (4)	Effet direct de la démocratie sur la croissance (5)
Dépenses publiques	0,257 (S)	0,287 (S)	0,073 (S)	-	-
Investissement	2,088 (S)	0,005 (NS)	0,010 (NS)	-	-
Corruption	-0,062 (S)	0,782 (S)	-0,048 (S)	-	-
Croissance	-	-	-	-	0,309 (S)
Démocratie	-	-	-	2,608 (S)	-

Note : S = Significatif. NS = Non Significatif.

Source : calculs de l'auteur.

Tableau 6. Canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance dans les pays anglophones

Variables	Effet de la démocratie sur le canal (1)	Effet du canal sur la croissance (2)	Effet de la démocratie sur la croissance via les trois canaux (3) = (1) · (2)	Effet direct de la croissance sur la démocratie (4)	Effet direct de la démocratie sur la croissance (5)
Dépenses publiques	0,422 (S)	0,916 (S)	0,386 (S)	-	-
Investissement	3,601 (S)	0,055 (S)	0,198 (S)	-	-
Corruption	-0,038 (NS)	0,489 (S)	-0,018 (NS)	-	-
Croissance	-	-	-	-	-0,318 (S)
Démocratie	-	-	-	-1,371 (S)	-

Note : S = Significatif. NS = Non Significatif.

Source : calculs de l'auteur.

Ainsi nous avons supposé qu'en plus de déterminer l'effet direct de la démocratie sur la croissance il était intéressant de mesurer cet effet par trois canaux à savoir, les dépenses publiques, l'investissement et la corruption. Par exemple le produit du coefficient de la variable démocratie dans l'équation des dépenses publiques et le coefficient des dépenses publiques dans l'équation de croissance permet d'obtenir l'effet de la démocratie sur la croissance via les dépenses publiques. L'approche du système d'équations simultanées nous permet de quantifier précisément tous les effets partiels et de tester statistiquement leur significativité. À travers les résul-

tats consignés dans les tableaux 5 et 6, on peut remarquer à l'aide d'une étude comparative que les estimations faites dans les pays francophones et anglophones donnent des résultats différents. Quelles interprétations pouvons-nous donner à ces différents résultats ? En effet, les résultats obtenus dans les pays francophones montrent que la démocratie a une influence positive sur la croissance et que cet effet s'exerce directement mais aussi indirectement. Concernant les canaux de transmission, on note que sur les trois canaux identifiés seuls deux canaux apparaissent pertinents à savoir le canal des dépenses publiques et celui de la corruption. Les résultats révèlent que la démocratie exerce un effet positif sur la croissance économique via le canal des dépenses publiques alors que l'effet de la démocratie sur la croissance économique est négatif via le canal de la corruption. En revanche, les résultats montrent que l'effet de la démocratie sur la croissance économique via le canal des investissements n'est pas statistiquement significatif. On peut retenir donc que dans les pays francophones, la démocratie agit sur la croissance économique à travers principalement les dépenses publiques et la corruption. Le canal des dépenses publiques est un facteur favorable pour la croissance alors que le canal de la corruption constitue un frein à la croissance. Quant aux résultats obtenus dans les pays anglophones, on note que sur les trois canaux identifiés, deux canaux apparaissent pertinents à savoir le canal des dépenses publiques et celui des investissements. Les résultats révèlent que la démocratie exerce un effet positif sur la croissance économique via le canal des dépenses publiques et celui des investissements. En revanche, les résultats montrent que l'effet de la démocratie sur la croissance économique via le canal de la corruption n'est pas statistiquement significatif. On peut retenir donc que dans les pays anglophones, la démocratie agit sur la croissance économique à travers principalement les dépenses publiques et les investissements. Le canal des dépenses publiques et celui des investissements constituent des facteurs favorables pour la croissance alors que le canal de la corruption n'est pas pertinent.

En guise d'analyse comparative, notons que le seul point commun de ces résultats est l'effet positif de la démocratie sur la croissance économique à travers le canal des dépenses publiques dans chacun des groupes de pays. Il ressort à travers nos résultats que lorsque l'indice de démocratie s'améliore de 1%, le taux de croissance de l'économie augmente à travers le canal des dépenses publiques de 0,073% dans les pays francophones et de 0,386% dans les pays anglophones. On remarque donc que l'effet de la démocratie sur la croissance via le canal des dépenses publiques est plus fort dans les pays anglophones que dans les pays francophones car les élasticités sont plus fortes dans les pays anglophones (0,386) que dans les pays francophones (0,073). Ce résultat montre que les dépenses publiques influencent fortement et positivement la croissance économique dans les pays anglophones que dans les pays francophones. Les performances économiques des pays anglophones d'Afrique semblent largement meilleures à celles des pays francophones selon le classement

de Afrikmag (2021) des 10 pays africains les plus riches en 2021 selon leur PIB. En effet, ce classement montre que sur les dix pays, cinq pays sont anglophones et occupent les meilleurs rangs alors qu'aucun pays francophone n'y figure. Ce sont le Nigéria (1er), l'Afrique du Sud (2ème), le Kenya (8ème), le Ghana (9ème) et la Tanzanie (10ème). Tous ces cinq pays font partie de notre échantillon de pays anglophones.

Les points de divergence entre les résultats concernent le canal des investissements, celui de la corruption et l'effet direct de l'interaction entre démocratie et croissance. En effet, notre article montre que dans les pays anglophones, la démocratie influence positivement la croissance économique à travers le canal des investissements alors que dans les pays francophones ce canal n'est pas pertinent. Par ailleurs, dans les pays francophones, la démocratie agit négativement sur la croissance économique à travers le canal de la corruption alors que dans les pays anglophones ce canal n'est pas pertinent. L'influence négative de la démocratie sur la croissance économique à travers le canal de la corruption s'explique par le fait que les institutions démocratiques ne fonctionnent pas bien à cause de la corruption. En effet, la corruption entrave l'efficacité des institutions démocratiques ; ce qui par ricochet freine la création des richesses et réduit la croissance économique.

En effet, la divergence de certains résultats entre les pays francophones et les pays anglophones mérite une analyse culturelle, socio-économique et géopolitique. On remarque que le climat des affaires chez les pays anglophones d'Afrique est nettement plus propice que chez les pays francophones d'Afrique. Sur le plan culturel et géopolitique, la dépendance des pays francophones d'Afrique à l'égard de la France est régie par un pacte colonial qui sert en premier les intérêts français alors que les pays anglophones d'Afrique n'ont pas de pacte colonial avec l'Angleterre. Par ailleurs, le système britannique, dont ont hérité les anciennes colonies anglaises d'Afrique adopte le régime parlementaire, ce qui garantit une large participation dans la prise de décisions nationales contrairement au système français où le pouvoir est concentré entre les mains d'une élite au détriment de la grande partie de la population.

Enfin, nos résultats montrent l'existence d'une interaction directe positive entre démocratie et croissance économique dans les pays francophones alors que dans les pays anglophones, on observe une interaction directe négative entre démocratie et croissance économique. S'agissant de l'effet positif de la démocratie sur la croissance économique, nos résultats confirment ceux de Pourgerami (1988), Barro (1989, 1996), Ekomié et Kobou (2003), Papaioannou et Siourounis (2008), Acemoglu, Naidu et al. (2019) mais infirment ceux de Narayan et al. (2011), Aisen et Veiga (2013). Pour ce qui concerne les canaux de transmission de l'effet de la démocratie sur la croissance, nos résultats sont en cohérence ceux de Sohail et al. (2016), Acemoglu, Naidu et al. (2019).

Conclusion et recommandations de politiques économiques

La détermination de l'effet de la démocratie sur la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études théoriques et empiriques. Cependant, les résultats qui ressortent de la littérature en termes de lien entre un système politique démocratique et la croissance économique restent ambigus. Ainsi, l'objectif de ce papier était d'analyser les canaux de transmission des effets de la démocratie sur la croissance économique à travers une analyse comparative entre dix-huit pays francophones et dix-huit pays anglophones d'Afrique. À cet effet, un système d'équations simultanées a été élaboré et estimé par la technique des triples moindres carrés en utilisant des données panel sur la période 2000–2017. Dans les pays francophones, les résultats révèlent que la démocratie exerce un effet positif sur la croissance économique via le canal des dépenses publiques alors que l'effet de la démocratie sur la croissance économique est négatif via le canal de la corruption. En revanche, les résultats montrent que l'effet de la démocratie sur la croissance économique via le canal des investissements n'est pas statistiquement significatif. Quant aux pays anglophones, les résultats montrent que la démocratie exerce un effet positif sur la croissance économique via le canal des dépenses publiques et celui des investissements. En revanche, l'effet de la démocratie sur la croissance économique via le canal de la corruption n'est pas statistiquement significatif. En guise d'analyse comparative, on note que le seul point commun des résultats est l'effet positif de la démocratie sur la croissance économique à travers le canal des dépenses publiques dans chacun des groupes de pays. Les points de divergence entre les résultats concernent l'effet de la démocratie sur la croissance économique à travers le canal des investissements, celui de la corruption et l'effet de l'interaction directe entre démocratie et croissance économique.

Les résultats obtenus dans ce papier suggèrent d'importantes implications en termes de recommandations de politiques économiques. Nos résultats ont montré que la démocratie constitue un élément déterminant de la croissance à travers ses effets sur les dépenses publiques et les investissements. Il est judicieux que les pays francophones et anglophones d'Afrique mettent en œuvre des réformes qui améliorent le fonctionnement de la démocratie, promeuvent les investissements et assurent l'efficacité des dépenses publiques. Il est important de garantir les libertés politiques et économiques à savoir la liberté de commercer, d'investir, de s'adonner à l'occupation de son choix, de prendre des risques, de garder le fruit de son labeur contre le poids de la fiscalité ou de la réglementation et le respect de la libre entreprise. Les états doivent favoriser l'émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs à travers la création ou l'amélioration d'un cadre juridique et réglementaire approprié dans lequel se déroulent les activités économiques afin d'attirer les investisseurs étrangers et d'encourager les investisseurs nationaux qui

vont booster la croissance économique. Enfin, les pays francophones et anglophones d’Afrique doivent renforcer leur système juridique et lutter efficacement contre la corruption pour l’éradiquer ou à défaut la réduire en vue de booster la croissance économique. Il est utile en termes de perspective que des analyses ultérieures identifient les facteurs explicatifs des différences de croissance économique entre les pays anglophones et francophones d’Afrique subsaharienne.

Annexes

Tableau A1. Liste de 18 pays francophones d’Afrique

Bénin	Guinée
Burkina Faso	Madagascar
Burundi	Mali
Cameroun	Mauritanie
Centre Afrique	Niger
Comores	RDC
Congo	Sénégal
Côte d’Ivoire	Tchad
Gabon	Togo

Source: compilation de l’auteur.

Tableau A2. Liste de 18 pays anglophones d’Afrique

Afrique du Sud	Namibie
Botswana	Nigéria
Gambie	Rwanda
Ghana	Sao Tomé et Príncipe
Kenya	Seychelles
Libéria	Sierra Leone
Malawi	Tanzanie
Maurice	Ouganda
Mozambique	Zambie

Source: compilation de l’auteur.

Tableau A3. Résultats de l'estimation du système d'équations simultanées pour les pays francophones

Variables	Croissance économique	Démocratie	Dépenses publiques	Investissement	Corruption
Démocratie	0,309 (7,81)***		0,257 (2,45)**	2,088 (5,32)***	-0,062 (2,57)**
Dépenses publiques	0,287 (3,40)***	-0,673 (2,50)**			0,335 (7,54)***
Investissement	0,005 (0,44)				
Corruption	0,782 (2,39)**	-2,206 (2,26)**			
Population	0,321 (6,22)***	-0,923 (3,62)***			
Ouverture commerciale	0,097 (2,77)***	-0,228 (2,00)**			
Recettes fiscales	0,001 (0,58)				
IDE	0,002 (2,52)**				
Croissance économique		2,608 (6,00)***	0,522 (3,08)***	0,801 (1,53)	0,008 (0,18)
Aide extérieure		0,064 (2,09)**	-0,058 (3,09)***		
Service de la dette			0,041 (1,94)	0,081 (1,02)	
Inflation				0,004 (2,08)**	
Épargne domestique				0,054 (10,19)***	
État de droit					-0,146 (6,40)***
Qualité de la réglementation					-0,131 (2,72)***
Efficacité du gouvernement					0,012 (0,73)
Constante	-0,184 (0,19)	-0,525 (0,17)	1,131 (1,77)	12,153 (7,12)***	1,353 (6,42)***

Note : La méthode d'estimation utilisée est les triples moindres carrés. Les valeurs absolues des « t » statistiques sont entre parenthèses. *** et ** indiquent respectivement la significativité au seuil de 1% et 5%.

Source: estimations de l'auteur basées sur les données de World Development Indicators (2020), Polity5 Project (2020), Worldwide Governance Indicators (2020) and Transparency International (2021).

Tableau A4. Résultats de l'estimation du système d'équations simultanées pour les pays anglophones

Variabes	Croissance économique	Démocratie	Dépenses publiques	Investissement	Corruption
Démocratie	-0,318 (2,60) ^{***}		0,422 (5,48) ^{***}	3,601 (9,33) ^{***}	-0,038 (1,00)
Dépenses publiques	0,916 (4,36) ^{***}	0,343 (2,91) ^{***}			-0,197 (4,40) ^{***}
Investissement	0,055 (3,45) ^{***}				
Corruption	0,489 (2,81) ^{***}	0,102 (0,36)			
Population	-0,021 (0,49)	-0,322 (6,28) ^{***}			
Ouverture commerciale	0,130 (2,43) ^{**}	0,303 (5,04) ^{***}			
Recettes fiscales	-0,019 (1,77)				
IDE	-0,001 (1,27)				
Croissance économique		-1,371 (5,37) ^{***}	0,900 (3,80) ^{***}	7,540 (6,84) ^{***}	0,555 (5,03) ^{***}
Aide extérieure		0,216 (8,66) ^{***}	-0,054 (2,65) ^{***}		
Service de la dette			-0,013 (0,64)	-0,359 (4,49) ^{***}	
Inflation				0,005 (0,30)	
Épargne domestique				0,036 (9,19) ^{***}	
État de droit					-0,108 (2,22) ^{**}
Qualité de la régulation					-0,174 (1,40)
Efficacité du gouvernement					-0,099 (1,70)
Constante	-0,318 (0,48)	1,012 (0,82)	-0,623 (0,77)	-14,618 (3,42) ^{***}	0,743 (1,64)

Note : La méthode d'estimation utilisée est les triples moindres carrés. Les valeurs absolues des « t » statistiques sont entre parenthèses. *** et ** indiquent respectivement la significativité au seuil de 1% et 5%.

Source: estimations de l'auteur basées sur les données de World Development Indicators (2020), Polity5 Project (2020), Worldwide Governance Indicators (2020) and Transparency International (2021).

References

- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2002). Reversal of fortune: Geography and institutions in the making of the modern world income distribution. *Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 1231–1294.
- Acemoglu, D., Naidu, S., Restrepo, P., & Robinson, J. A. (2019). Democracy does cause growth. *Journal of Political Economy*, 127(1), 47–100.
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2006). *Economic origins of dictatorship and democracy*. Cambridge University Press.
- Afrikmag. (2021). Classement des 10 pays africains les plus riches en 2021. <https://www.ccilci.org/youkal/8988-top-10-des-pays-africains-les-plus-riches-en-2021-en-fonction-du-pib>
- Aisen, A., & Veiga, F. J. (2013). How does political instability affect economic growth? *European Journal of Political Economy*, 29, 151–167.
- Alesina, A., Özler, S., Roubini, N., & Swagel, P. (1996). Political instability and economic growth. *Journal of Economic Growth*, 1, 189–211.
- Azam, J. P. (1994). Democracy and development: A theoretical framework. *Public Choice*, 80, 293–305.
- Barro, R. J. (1989). *A cross-country study of growth, saving, and government*. NBER Working Paper, 2855. <https://doi.org/10.3386/w2855>
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *The Journal of Political Economy*, 98(5), 103–125.
- Barro, R. J. (1996). Democracy and growth. *Journal of Economic Growth*, 1, 1–27.
- Barro, R. J. (1997). *Getting it right: Markets and choices in a free society*. MIT Press.
- Barro, R. J. (1999). Determinants of democracy. *Journal of Political Economy*, 107(S6), 158–183.
- Barro, R. J., & Lee, J. W. (1993). Losers and winners in economic growth. *The World Bank Economic Review*, 7, 267–298. https://doi.org/10.1093/wber/7.suppl_1.267
- Barro, R. J., & Lee, J. W. (1994). Sources of economic growth. *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, 40(1), 1–46.
- Bates, R. H., Fayad, G., & Hoeffler, A. (2012). The state of democracy in sub-Saharan Africa. *International Area Studies Review*, 15(4), 323–338.
- Burkhart, R. E., & Lewis-Beck, M. S. (1994). Comparative democracy: The economic development thesis. *The American Political Science Review*, 88(4), 903–910.
- Collier, P. & Hoeffler, A. (2009). Testing the neocon agenda: Democracy in resource-rich societies. *European Economic Review*, 53, 293–308.
- Cutright, P. (1963). National political development: measurement and analysis. *American Sociological Review*, 28, 253–264.
- Dasgupta, P. (1990). Well-being and the extent of its realisation in poor countries. *The Economic Journal*, 100, 1–32.
- Delavallade, C., & De La Croix, D. (2011). Democracy, rule of law, corruption incentives, and growth. *Journal of Public Economic Theory*, 13(2), 155–187.
- Doucouliafos, H., & Ulubasoglu, M. A. (2008). Democracy and economic growth: A meta-analysis. *American Journal of Political Science*, 52(1), 61–83.

- Easterly, W., & Levine, R. (1997). Africa's growth tragedy: Policies and ethnic divisions. *Quarterly Journal of Economics*, 112(4), 1203–1250.
- Easterly, W., & Levine, R. (2003). Tropics, germs, and crops: How endowments influence economic development. *Journal of Monetary Economics*, 50(1), 3–39.
- Ekomié, J. J., & Kobou, G. (2003). Démocratie et développement en Afrique. *Economie et Gestion*, 4(1), 83–98.
- Ghardallou, W., & Sridi, D. (2020). Democracy and economic growth: A literature review. *Journal of the Knowledge Economy*, 11, 982–1002.
- Giavazzi, F., & Tabellini, G. (2005). Economic and political liberalizations. *Journal of Monetary Economics*, 52(7), 1297–1330.
- Greene, W. H. (2005). *Econometric analysis* (5th ed.). Prentice Hall.
- Grier, K. B., & Tullock, G. (1989). An empirical analysis of cross-national economic growth, 1951–1980. *Journal of Monetary Economics*, 24, 259–276.
- Gründler, K., & Krieger, T. (2016). Democracy and growth: Evidence from a machine learning indicator. *European Journal of Political Economy*, 45, 85–107.
- Gupta, S., Clements, B., Baldacci, E., & Granados, C. M. (2005). Fiscal policy, expenditure composition and growth in low-income countries. *Journal of International Money and Finance*, 24(3), 441–463.
- Helliwell, J. F. (1994). Empirical linkages between democracy and economic growth. *British Journal of Political Science*, 24, 225–248.
- Huntington, S. P. (1968). *Political order in changing societies*. Yale University Press.
- Huntington, S. P. (1984). Will more countries become democratic? *Political Science Quarterly*, 99, 193–218.
- Im, K. S., Pesaran, M. H., & Shin, Y. (2003). Testing for unit roots in heterogeneous panels. *Journal of Econometrics*, 115(1), 53–74.
- Khan, M. S. & Kumar, M. S. (1997). Public and private investment and the growth process in developing countries. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 59(1), 69–88.
- Lipset, S. M. (1959). Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy. *American Political Science Review*, 53, 69–105.
- Lipset, S. M. (1981). *Political man: The social bases of politics* (2nd ed.). Johns Hopkins University Press.
- Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42.
- Madsen, J. B., Raschky, P. A., & Skali, A. (2015). Does democracy drive income in the world, 1500–2000? *European Economic Review*, 78, 175–195.
- Martin, C. W., & Plümper, T. (2003). Democracy, government spending, and economic growth: A political-economic explanation of the Barro effect. *Public Choice*, 117, 27–50.
- Martinez-Vazquez, J., McNab, R. M., & Everhart, S. (2005). *Corruption, investment and growth in developing countries*. Working Paper Series, 2005/04. <https://core.ac.uk/download/pdf/36725251.pdf>
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *Quarterly Journal of Economics*, 110, 681–712.
- Mijiyawa, A. G. (2010). *Institutions et développement: Analyse des effets macroéconomiques des institutions et des réformes institutionnelles dans le pays en développement* (doctoral thesis). University of Auvergne-Clermont I.

- Mlambo, K. & Oshikoya, T. W. (2001). Macroeconomic factors and investment in Africa. *Journal of African Economies*, 10(2), 12–47.
- Murtin, F., & Wacziarg, R. (2014). The democratic transition. *Journal of Economic Growth*, 19, 141–181.
- Narayan, P. K., Narayan, S., & Smyth, R. (2011). Does democracy facilitate economic growth or does economic growth facilitate democracy? An empirical study of sub-Saharan Africa. *Economic Modelling*, 28, 900–910.
- Nguyen, T. C., Clements, B. J., & Bhattacharya, R. (2003). *External debt, public investment and growth in low-income countries*. IMF Working Paper, 249. <https://doi.org/10.5089/9781451875904.001>
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- North, D. C. (2016). Institutions and economic theory. *The American Economist*, 61(1), 72–76.
- Papaioannou, E., & Siourounis, G. (2008). Democratization and growth. *The Economic Journal*, 118, 1520–1551.
- Persson, T., & Tabellini, G. (2006). Democracy and development: The devil in the details. *American Economic Review*, 96(2), 319–324.
- Polity5 Project. (2020). *Political regime characteristics database*. <https://prosperitydata360.worldbank.org/en/dataset/POLITY5+PRC>
- Pourgerami, A. (1988). The political economy of development: A cross-national causality test of development-democracy growth hypothesis. *Public Choice*, 58, 123–141.
- Przeworski, A., & Limongi, F. (1993). Political regimes and economic growth. *Journal of Economic Perspectives*, 7(3), 51–69.
- Rachdi, H., & Saidi, H. (2015). Democracy and economic growth: Evidence in MENA countries. *Procedia – Social and Behavioral Sciences*, 191, 616–621.
- Rodrik, D., & Wacziarg, R. (2005). Do democratic transitions produce bad economic outcomes? *American Economic Review*, 95(2), 50–55.
- Romer, P. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94, 1002–1037.
- Rustow, D. A. (1970). Transitions to democracy: Toward a dynamic model. *Comparative Politics*, 2, 337–367.
- Sachs, J. D., & Warner, A. (1997). Sources of slow growth in African economies. *Journal of African Economies*, 6, 335–376.
- Sohail, M., Majeed, M. T., & Ishtiaq, M. (2016). Financial sector, democracy and economic growth: A panel data analysis. *Pakistan Development Review*, 55(4), 437–453. <https://pide.org.pk/research/financial-sector-democracy-and-economic-growth-a-panel-data-analysis/>
- Solow, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70, 65–94.
- Tavares, J., & Wacziarg, R. (2001). How democracy affect growth. *European Economic Review*, 45, 1341–1378.
- Transparency International. (2021). *Indice de perception de la corruption 2020*. <https://www.transparency.org/fr/publications/corruption-perceptions-index-2020>

- Weede, E. (1983). The impact of democracy on economic growth: Some evidence from cross-national analysis. *Kyklos*, 36, 21–39.
- World Development Indicators. (2020). *Base de données de la Banque Mondiale*. World Bank.
- Worldwide Governance Indicators. (2020). *Indicateurs de gouvernance mondiale*. World Bank